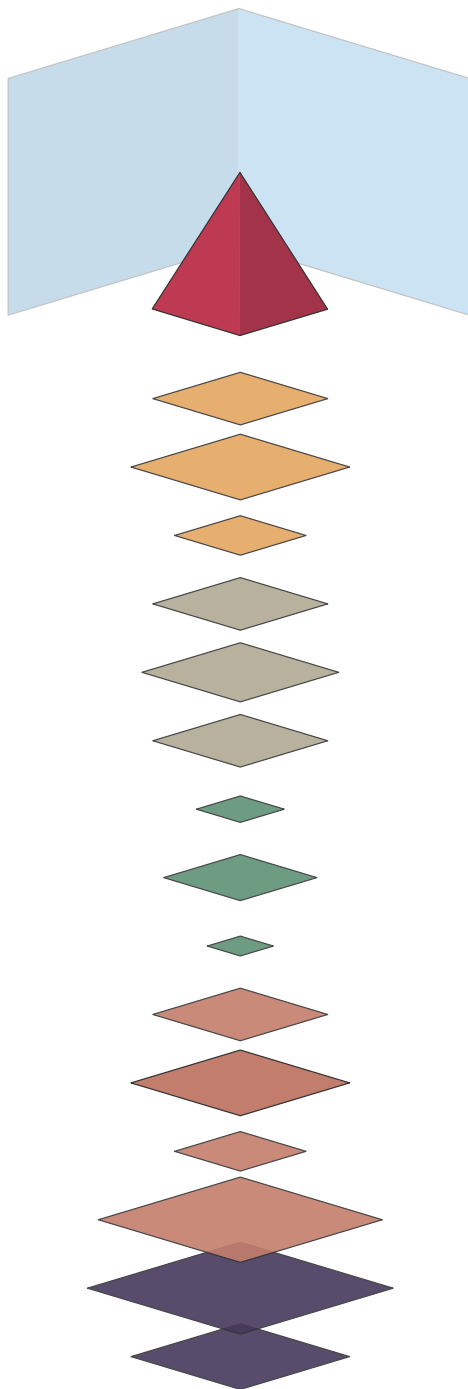
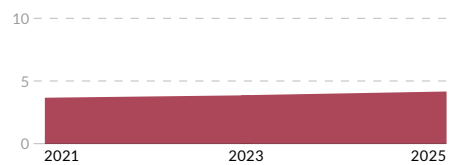


 **CANADA**



 **4.17**  $\nearrow 0.29$   
**SCORE DE CRIMINALITÉ**

**144<sup>e</sup>** sur 193 pays  $\nearrow 16$   
**25<sup>e</sup>** sur 35 pays américains -  
**2<sup>e</sup>** sur 2 pays d'Amérique du Nord -



 **MARCHÉS CRIMINELS** **4.13**  $\nearrow 0.26$

TRAITE DES PERSONNES	<b>4.00</b>	0.00
TRAFIC D' ÊTRES HUMAINS	<b>5.00</b>	$\nearrow 1.00$
RACKET D' EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	<b>3.00</b>	$\nearrow 0.50$
TRAFIC D' ARMES	<b>4.00</b>	$\nearrow 0.50$
COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	<b>4.50</b>	$\nearrow 0.50$
COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE	<b>4.00</b>	$\nearrow 0.50$
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	<b>2.00</b>	0.00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	<b>3.50</b>	$\nearrow 0.50$
CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENOUVELABLES	<b>1.50</b>	$\searrow 1.50$
COMMERCE D' HÉROÏNE	<b>4.00</b>	$\searrow 1.00$
COMMERCE DE COCAÏNE	<b>5.00</b>	$\nearrow 1.50$
COMMERCE DE CANNABIS	<b>3.00</b>	0.00
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	<b>6.50</b>	$\nearrow 1.00$
CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	<b>7.00</b>	$\nearrow 0.50$
CRIMINALITÉ FINANCIÈRE	<b>5.00</b>	0.00

 **ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ** **4.20**  $\nearrow 0.30$

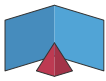
GROUPES DE TYPE MAFIEUX	<b>5.00</b>	0.00
RÉSEAUX CRIMINELS	<b>5.00</b>	$\nearrow 1.00$
ACTEURS INTÉGRÉS À L' ÉTAT	<b>2.00</b>	0.00
ACTEURS ÉTRANGERS	<b>4.50</b>	0.00
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ	<b>4.50</b>	$\nearrow 0.50$



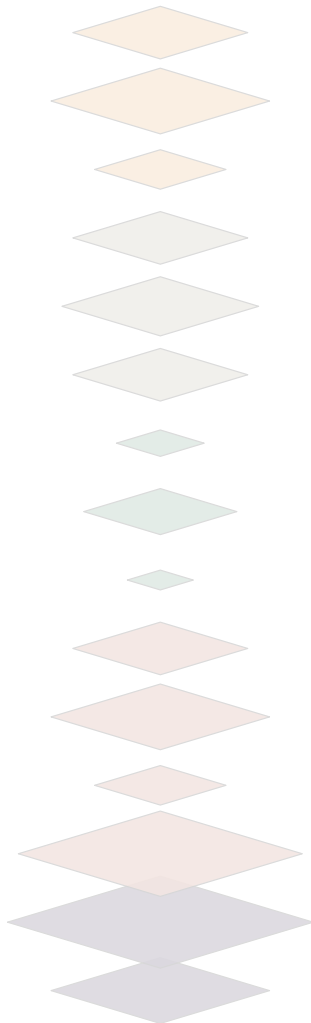
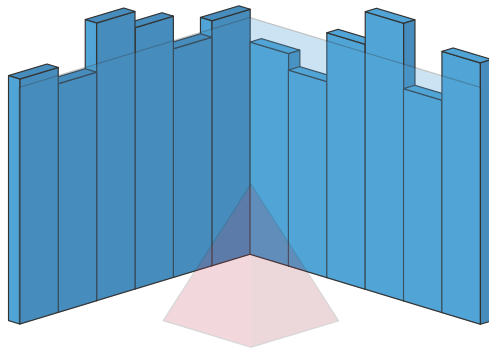
Ce projet a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis



Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.



# CANADA



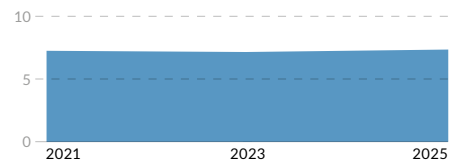
7.38  $\nearrow$ 0.17

## SCORE DE RÉSILIENCE

21<sup>e</sup> sur 193 pays  $\nearrow$ 2

2<sup>e</sup> sur 35 pays américains -

1<sup>e</sup> sur 2 pays d'Amérique du Nord -



LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE **7.50** 0.00

TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS **7.00** 0.00

COOPÉRATION INTERNATIONALE **8.50**  $\nearrow$ 0.50

POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES **8.00** 0.00

SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION **7.00** 0.00

FORCES DE L' ORDRE **7.50**  $\nearrow$ 0.50

INTÉGRITÉ TERRITORIALE **6.50**  $\nearrow$ 0.50

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D' ARGENT **6.00** 0.00

CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE **7.50** 0.00

SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS **8.50** 0.00

PRÉVENTION **6.50**  $\nearrow$ 0.50

ACTEURS NON ÉTATIQUES **8.00** 0.00



Ce projet a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis



Funded by  
the European Union

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

# CRIMINALITÉ

## MARCHÉS CRIMINELS

### PERSONNES

Le Canada demeure un pays de destination et de transit important pour la traite des personnes, les victimes étant contraintes au travail forcé et à l'exploitation sexuelle. La Nouvelle-Écosse et l'Ontario servent de plaques tournantes, les trafiquants utilisant les réseaux sociaux et les centres commerciaux pour recruter leurs victimes. Les populations vulnérables, notamment les migrants, les femmes et les filles autochtones et les personnes en difficulté économique, sont particulièrement exposées. Bien que la composition démographique des victimes varie, la grande majorité des personnes victimes de la traite sont des citoyens canadiens, l'exploitation sexuelle touchant de manière disproportionnée les femmes et les filles. Le travail forcé est répandu dans l'agriculture, la construction, l'industrie agroalimentaire et les services domestiques, les employeurs exploitant la situation administrative des travailleurs migrants. Cela touche principalement les ressortissants étrangers d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Afrique, d'Asie et d'Europe de l'Est. Les réseaux de traite des personnes s'appuient de plus en plus sur des outils financiers numériques et des sociétés écrans pour blanchir leurs profits. Le marché reste concentré dans les centres urbains comme Toronto et Ottawa. Il est largement dominé par des réseaux criminels et des acteurs étrangers, une proportion importante des victimes connaissant personnellement leurs trafiquants.

Le Canada est devenu un important pays de transit et de destination pour le trafic d'êtres humains, facilitant en particulier la migration irrégulière vers les États-Unis. Les opérations de trafic d'êtres humains se sont développées, en particulier le long de la frontière au niveau de l'Ontario et du Québec, où les réseaux criminels font appel à des chauffeurs sous-traitants et aux réseaux sociaux pour faire la promotion des passages illégaux. Bien que les cartels mexicains soient impliqués, certaines indications suggèrent également que des réseaux criminels asiatiques facilitent le mouvement des migrants indiens. Les structures de paiement comprennent des transactions directes en espèces et des systèmes sophistiqués de blanchiment d'argent, qui se déroulent principalement à l'étranger. Bien que les forces de l'ordre canadiennes aient appréhendé des passeurs, des contraintes juridiques entravent les interventions préventives, ce qui contribue à la persistance des vulnérabilités.

Les cas de racket d'extorsion et de chantage à la protection ont augmenté, en particulier en Alberta, en Ontario et en Colombie-Britannique. Les ressortissants étrangers d'Asie du Sud, notamment ceux originaires d'Inde, sont fréquemment pris pour cible par des groupes criminels de la même nationalité, les menaces passant souvent par WhatsApp. Les auteurs

ont eu recours à des incendies criminels et à des attaques à l'arme à feu pour faire respecter leurs demandes. L'extorsion traditionnelle reste liée à des groupes criminels organisés tels que la mafia de Montréal, la 'Ndrangheta, les réseaux criminels chinois et les gangs de motards, en particulier les Hells Angels. Ces groupes ont de plus en plus intégré des systèmes de protection privés, en particulier sur les marchés illicites de la drogue, en extorquant les revendeurs indépendants. L'absence de mesures dissuasives strictes a potentiellement contribué à l'augmentation de ces crimes.

### COMMERCE

Le trafic d'armes est un marché criminel en pleine expansion au Canada, alimenté en grande partie par la contrebande en provenance des États-Unis. Des armes à feu provenant d'États tels que le Texas ont été mises en relation aux taux de criminalité violente, notamment des vols, des homicides et des extorsions. Les gangs de motards jouent un rôle important dans la distribution, aux côtés d'autres groupes criminels organisés. Les drones et les marchés en ligne sont de plus en plus utilisés pour transporter des armes illicites, notamment des « armes fantômes » intraquables. Les saisies d'armes à feu illicites ont augmenté, mais il reste difficile de perturber ces chaînes d'approvisionnement bien établies. Malgré une possible stabilisation de la violence liée aux armes à feu en 2024, le trafic d'armes reste une priorité pour les forces de l'ordre.

Le Canada est un pays source, de transit et de destination pour les produits de contrefaçon. Le marché illicite est vaste et comprend des médicaments, des appareils électroniques, des vêtements et des articles de luxe contrefaits. Le tabac contrefait est particulièrement répandu, les activités de fabrication illicite étant concentrées dans les territoires des Premières Nations du Québec. Bon nombre de ces installations sont gérées par des réseaux criminels plutôt que par des acteurs autochtones. Les groupes criminels organisés exploitent les réseaux de contrebande préexistants pour distribuer des produits contrefaits. Le Pacific Mall, en Ontario, reste une plaque tournante importante pour la distribution de contrefaçons, tandis que l'application des droits de propriété intellectuelle au Canada est faible, ce qui entraîne des pertes économiques soutenues.

Le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise, en particulier l'alcool et le tabac, est un problème important. La contrebande de tabac est facilitée par des groupes criminels organisés, et des saisies importantes ont été effectuées ces dernières années. Bien que la demande intérieure alimente ce marché, une part considérable des produits soumis à accise de contrebande est destinée aux communautés autochtones des États-Unis. On estime que l'industrie illicite du tabac coûte chaque année 2 milliards de

dollars canadiens au gouvernement en pertes de recettes fiscales. L'alcool de contrebande, souvent frelaté avec des additifs, est introduit clandestinement à la frontière entre les États-Unis et le Canada. Ce marché est également exploité à des fins de blanchiment d'argent, les revenus illicites étant injectés dans des entreprises légales.

## ENVIRONNEMENT

La criminalité liée à la flore est relativement limitée au Canada. Une gouvernance forestière rigoureuse et des cadres réglementaires efficaces restreignent l'exploitation illégale du bois, bien que le pays reste un marché de destination à petite échelle pour ce type de produit. Malgré les mesures de répression, les saisies de produits floraux trafiqués, y compris d'espèces végétales menacées, indiquent l'existence d'un marché illicite niche. Les communautés autochtones agissent parfois comme intermédiaires dans les transactions liées à la flore. Les saisies récentes ont notamment porté sur des sculptures en bois illicites et des produits médicinaux à base de plantes. Malgré ces incidents, le marché intérieur des produits illégaux issus de la flore reste sous-développé et la demande locale en bois illicite reste faible.

À l'inverse, la criminalité liée à la faune est plus prononcée, le Canada servant de source, de transit et de marché de destination pour les produits illégaux issus de la faune sauvage. Les ours sont braconnés pour leur fourrure, leur bile et leurs griffes, qui sont très demandées en Chine. D'autres espèces menacées, notamment les narvals, les lynx et les tortues, font l'objet d'un trafic tant à l'intérieur du Canada qu'à l'échelle internationale. Le marché noir des civelles (bébés anguilles) a connu une forte croissance, stimulé par la demande en Asie, où elles sont élevées pour la consommation. Les réseaux de contrebande d'espèces sauvages opèrent souvent au sein d'entreprises légitimes, ce qui rend leur détection difficile. Les communautés autochtones, les acteurs étrangers et certains acteurs intégrés à l'État facilitent ce commerce.

La criminalité liée aux ressources non renouvelables est limitée au niveau national, bien que des sociétés minières canadiennes aient été accusées de violations des droits de l'homme et de l'environnement à l'étranger. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un marché illicite important au Canada, ce secteur mérite d'être surveillé de près en raison des préoccupations réglementaires internationales.

## DROGUES

Le Canada est principalement un pays de destination et de transit pour l'héroïne, qui provient en grande partie d'Asie du Sud via l'Afrique de l'Est et l'Europe. Les groupes criminels organisés, y compris les gangs de motards, jouent un rôle crucial dans la distribution, souvent parallèlement au trafic d'armes. Les saisies aux frontières fluctuent, mais la demande intérieure d'héroïne reste relativement stable.

Le marché de la cocaïne reste consolidé, le Canada servant à la fois de destination et de point de transit. Toutefois, compte tenu du cadre juridique établi dans le pays, l'impact global du marché reste limité. Malgré tout, dans certaines provinces, la cocaïne est la principale drogue impliquée dans les décès liés à l'usage de stupéfiants, causant des dommages importants. Les cartels mexicains, soutenus par des réseaux criminels iraniens et chinois, approvisionnent le marché canadien. Les gangs de motards gèrent la distribution locale, s'approvisionnant en cocaïne au Mexique, dans les Caraïbes et en Amérique du Sud. L'augmentation de l'offre du côté des réseaux mexicains a accru la présence de la drogue sur le marché, en particulier le long de la côte est, Toronto et l'Ontario servant de plaques tournantes clés.

Malgré la légalisation du cannabis, le marché illicite reste robuste, stimulé par des prix plus bas et la qualité perçue comme supérieure des produits vendus sur le marché noir. Les groupes criminels organisés continuent de se livrer à la culture illégale et à la contrebande de cannabis. Les groupes criminels organisés asiatiques contrôlent une grande partie de l'offre illégale, avec des routes de contrebande vers les États-Unis via les Grands Lacs. Les gangs de motards ont tenté d'infiltrer le marché légal par le biais des licences.

Le trafic de drogues de synthèse est en expansion, avec le fentanyl et la méthamphétamine en tête. Le Canada est un important producteur et exportateur de drogues de synthèse, en particulier de fentanyl, qui a alimenté une crise des opioïdes. Big Circle Boys, un réseau criminel chinois, contrôlent une grande partie du commerce. Des laboratoires canadiens ont été associés à la production à grande échelle de fentanyl, avec des saisies record en 2024. Les cartels mexicains, en collaboration avec des acteurs chinois et iraniens, sont également impliqués dans la distribution de méthamphétamine. Le commerce de drogues de synthèse est intrinsèquement lié à la criminalité financière et au blanchiment d'argent.

## CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

La criminalité cyberdépendante constitue une menace croissante, les attaques par ransomware et autres cybermenaces devenant de plus en plus sophistiquées. Ce type d'attaque vise souvent les hôpitaux et les services essentiels au Canada. Les cybercriminels opèrent généralement depuis la Russie, la Chine et l'Iran, utilisant les cryptomonnaies pour leurs transactions financières et exploitant les vulnérabilités cybernétiques du Canada. Les paiements liés aux ransomwares ont augmenté, reflétant l'impact croissant de la criminalité cyberdépendante sur les entreprises et les institutions publiques.

## CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La criminalité financière est bien établie au Canada, avec une augmentation des tentatives présumées de fraude numérique ces dernières années. Les stratagèmes frauduleux, notamment le phishing, les pyramides de Ponzi et l'usurpation d'identité, sont courants, tout comme la fraude fiscale. Les secteurs du commerce de détail et des services financiers sont particulièrement vulnérables aux activités frauduleuses, avec des pertes économiques substantielles signalées. Les groupes criminels organisés exploitent les sociétés écrans et la faiblesse des lois canadiennes en matière de transparence des entreprises pour faciliter les transactions illicites.

## ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Les groupes de type mafieux au Canada, bien que relativement peu nombreux, exercent un contrôle important sur divers marchés criminels. Les plus importants d'entre eux sont les gangs de motards, tels que les Hells Angels. Ces groupes maintiennent une forte présence dans tout le Canada, avec 44 chapitres à l'échelle nationale, dont 16 dans la seule province de l'Ontario. Ils dominent le trafic de drogue et sont profondément impliqués dans le racket d'extorsion et le chantage à la protection. Certains chapitres des Hells Angels se livrent à des activités de protection inspirées de la mafia, tandis que d'autres sont impliqués dans des guerres violentes pour le contrôle territorial, en particulier en Ontario. Les prisons canadiennes ont connu une augmentation de la violence liée aux gangs, avec une hausse signalée du nombre de détenus affiliés à des gangs au cours des dernières années, ce qui renforce encore l'influence de ces groupes.

Les réseaux criminels constituent une forme influente et flexible de criminalité organisée au Canada. Le Service canadien de renseignements criminels a identifié 668 groupes criminels organisés, et selon les estimations, plus de 70 000 personnes seraient impliquées dans des activités illicites. Ces réseaux opèrent sur plusieurs marchés criminels, notamment le trafic de drogue (en particulier le fentanyl et la cocaïne), la traite des personnes, la contrebande d'armes et la criminalité cyberdépendante. Les activités liées au fentanyl ainsi que la traite des personnes ont connu une forte augmentation depuis 2019, touchant de manière disproportionnée les populations vulnérables. Les groupes criminels exploitent les ports et les centres de transport du Canada, en particulier en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique, pour faciliter leurs opérations transnationales. Des opérations récentes menées par les forces de l'ordre, notamment une opération conjointe de la Gendarmerie royale du Canada et du FBI en 2024, ont permis de démanteler un important réseau lié à un cartel mexicain qui se livrait au trafic de drogue et commettait des crimes violents à travers les Amériques. Cependant, les réseaux professionnels de blanchiment d'argent restent des facilitateurs essentiels des entreprises criminelles, les flux financiers illicites soutenant les opérations du crime organisé tant au niveau national qu'international.

Les Hells Angels et les groupes criminels composés de ressortissants nigériens sont connus pour avoir infiltré des agents au sein des agences gouvernementales provinciales afin d'obtenir des informations confidentielles. Toutefois, l'implication directe de fonctionnaires dans des entreprises criminelles reste rare. Malgré quelques incidents isolés, l'influence globale des acteurs intégrés à l'État dans le paysage du crime organisé au Canada reste limitée. Les acteurs étrangers jouent un rôle notable dans l'écosystème du crime organisé du pays, soit par le biais de partenariats transnationaux, soit par des opérations directes. Parmi les groupes les plus influents figurent les triades chinoises, la 'Ndrangheta italienne, les cartels mexicains et diverses organisations criminelles composées de ressortissants d'origine indienne et d'Europe de l'Est. Les triades chinoises sont fortement impliquées dans le trafic de drogue, la contrebande d'animaux sauvages et le commerce illicite au sein des réserves autochtones, en particulier dans la production de tabac de contrefaçon. Les cartels mexicains, dont le cartel de Sinaloa, ont étendu leur présence au Canada, principalement dans le trafic de cocaïne et le blanchiment d'argent. Le groupe Siderno de la 'Ndrangheta reste l'un des syndicats du crime italiens les plus solidement implantés dans le pays, impliqué dans le trafic de drogue, les jeux d'argent et à la criminalité financière. Par ailleurs, des acteurs d'origine russe et iranienne impliqués dans la criminalité cyberdépendante continuent de mener des attaques de ransomware contre des entreprises et des institutions publiques.

Les acteurs du secteur privé jouent un rôle notable dans la facilitation du crime organisé, principalement par le biais du blanchiment d'argent et de la fraude financière. Les principaux secteurs exploités pour les transactions financières illicites sont l'immobilier, l'hospitalité, les transports et l'entreposage. Les entreprises de services monétaires sont particulièrement vulnérables à l'exploitation criminelle, servant souvent d'intermédiaires pour le blanchiment des produits du trafic de drogue et de la criminalité cyberdépendante. Une importante opération de fraude financière découverte par le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada impliquait des planificateurs financiers et des sociétés d'investissement opérant au niveau national qui achetaient des certificats de placement garantis avec des fonds d'origine chinoise inconnue, puis les liquidèrent et transféraient les produits à leurs clients. Les concessionnaires de voitures de luxe ont également été utilisés comme moyens de blanchiment, les fonds illicites étant souvent acheminés par le biais d'achats de grande valeur. Au-delà du blanchiment d'argent, les entités du secteur privé sont impliquées dans des activités de fraude, de contrefaçon et de contrebande, ce qui renforce encore leur rôle dans le cadre du crime organisé au Canada.

# RÉSILIENCE

## LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le Canada maintient un leadership politique et une gouvernance solide, se classant parmi les meilleures démocraties libérales au monde. La stabilité de ses institutions assure au Canada un niveau élevé de résilience face au crime organisé, sans qu'aucun élément probant ne suggère une infiltration politique par des groupes criminels. Malgré l'absence de mise à jour de la stratégie nationale de lutte contre le crime organisé, diverses priorités sectorielles, telles que la lutte contre les opioïdes synthétiques et le trafic d'armes, ont néanmoins été mises en œuvre. Toutefois, le Programme national de lutte contre le crime organisé, initialement approuvé en 2000, reste obsolète et n'a pas évolué vers une stratégie plus globale. Cela reste un défi pour contrer les menaces en constante évolution posées par le crime organisé.

Les mécanismes de transparence et de responsabilité des gouvernements sont solides. Le pays dispose d'un cadre législatif anticorruption robuste, et la Gendarmerie royale du Canada mène des campagnes de sensibilisation. Bien que Transparency International Canada assure le suivi de l'intégrité gouvernementale, les lois sur l'accès à l'information ont fait l'objet de critiques en raison de la portée étendue des exceptions et l'absence de réformes.

Sur le plan international, le Canada fait preuve d'une coopération solide dans la lutte contre le crime organisé, ayant ratifié des traités internationaux clés tels que la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et le Traité sur le commerce des armes. Le pays maintient des accords d'extradition avec 49 pays et figure parmi les membres fondateurs du Groupe d'action financière. Le Canada participe activement aux efforts en matière de sécurité cyberdépendante, conformément à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité, mais la collaboration transfrontalière entre les forces de l'ordre reste un domaine à améliorer, en particulier dans la lutte contre le commerce illicite.

Le Canada dispose d'un cadre juridique solide qui criminalise la participation au crime organisé et confère à la Gendarmerie royale du Canada de larges pouvoirs d'enquête. Le pays met également en œuvre des stratégies nationales de lutte contre le crime organisé. En 2024, le gouvernement canadien a également introduit plusieurs réformes législatives visant à lutter contre la criminalité financière et le blanchiment d'argent, même si les lois sur la protection de la vie privée limitent l'accès des autorités de régulation financière à des données supplémentaires provenant des banques, ce qui pose des défis pour la mise en œuvre efficace de ces réformes. Dans l'ensemble, bien que le Canada dispose de politiques, de cadres stratégiques et de législations, des défis subsistent. En particulier, le manque de financement et de ressources entrave la mise en œuvre complète de ces mesures.

## JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire du Canada est très compétent et indépendant, et ne présente aucun signe de corruption systémique. Cependant, le pays est confronté à une grave pénurie de juges, ce qui entraîne des retards importants dans le traitement des affaires. En raison de contraintes en matière de ressources, certaines affaires liées au crime organisé ont été classées sans suite, ce qui souligne la difficulté du pouvoir judiciaire à faire face à la complexité des réseaux criminels. Malgré les efforts de modernisation des établissements pénitentiaires, les prisons continuent d'être le théâtre de violences liées aux gangs, et le contrôle des détenus au sein du système carcéral reste un sujet de préoccupation. La surpopulation et le manque de personnel exercent une pression supplémentaire sur le système correctionnel.

Les forces de l'ordre au Canada sont bien établies et coordonnent efficacement leurs actions pour lutter contre le crime organisé. La Gendarmerie royale du Canada dirige les efforts nationaux, tandis que les agences provinciales telles que l'Unité mixte d'enquête sur le crime organisé se concentrent sur la répression de la criminalité régionale. Malgré de solides mécanismes de partage des renseignements, les ressources financières allouées aux forces de l'ordre, en particulier pour lutter contre la criminalité financière, restent insuffisantes. Les coupes budgétaires imposées à la GRC ont affecté sa capacité à mener des enquêtes complexes. L'absence d'une stratégie dédiée de prévention du crime organisé complique encore davantage les efforts de mise en application de la loi.

La sécurité des frontières reste un défi en raison de la vaste superficie du Canada. L'Agence des services frontaliers du Canada a mis en place des technologies de surveillance avancées, mais la porosité de la frontière entre les États-Unis et le Canada favorise le trafic de drogue et le trafic d'êtres humains. Le pays a engagé des initiatives transfrontalières avec les États-Unis, telles que les équipes intégrées de contrôle frontalier, mais des lacunes subsistent en matière d'application de la loi, en particulier aux points d'entrée non officiels. L'infrastructure liée à la criminalité cyberdépendante au Canada a fait l'objet d'investissements importants, ce qui a amélioré sa résilience face aux menaces cyberdépendantes.

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Le Canada dispose d'un cadre solide de lutte contre le blanchiment d'argent conforme aux normes internationales, mais des faiblesses persistent en matière de transparence de la propriété effective et d'application de la législation en matière de criminalité financière. Bien que de récentes modifications législatives visent à améliorer le partage

d'informations et la surveillance réglementaire, le Groupe d'action financière a identifié des domaines nécessitant des améliorations, notamment le renforcement des évaluations des risques. La capacité d'enquête limitée des agences de renseignement financier reste préoccupante.

Le cadre réglementaire économique canadien favorise les activités commerciales légitimes, grâce à des mécanismes de gouvernance solides qui garantissent la stabilité du marché. La politique budgétaire a été expansionniste, mais avec des déficits et une dette modérés, tandis que les priorités du gouvernement se sont orientées vers la redistribution des revenus par le biais de mesures fiscales et autres. Le crime organisé n'exerce pas de contrôle sur l'ensemble des industries, mais des activités illicites, telles que la production de tabac de contrefaçon dans les réserves autochtones, mettent en évidence des lacunes réglementaires. La mise en place d'un registre public des bénéficiaires effectifs constitue une étape importante vers l'amélioration de la transparence financière dans le secteur privé. Cependant, la faible productivité du travail reste un défi persistant malgré la résilience globale de l'économie.

## SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Les mécanismes de protection des victimes et des témoins au Canada sont bien établis, mais ils se heurtent à des difficultés opérationnelles. Bien qu'il existe des services nationaux et provinciaux d'aide aux victimes, des lacunes persistent en matière de financement et d'accessibilité des services. Le Programme fédéral de protection des témoins de la Gendarmerie royale du Canada reste efficace, mais la participation des témoins aux procès demeure faible en raison de préoccupations liées à la sécurité. Les ONG jouent un

rôle crucial dans la prestation de services aux victimes, en particulier aux survivants de la traite des personnes, mais un soutien accru de l'État est nécessaire.

Les efforts de prévention au Canada se concentrent sur des stratégies ciblées de réduction de la criminalité plutôt que sur un cadre global de prévention du crime organisé. Bien qu'il existe des stratégies nationales de lutte contre la traite des personnes et de la criminalité cyberdépendante, les initiatives plus englobantes visant à s'attaquer aux causes profondes du crime organisé restent limitées. Les appels en faveur d'une approche de la prévention de la criminalité centrée sur la santé publique ont gagné du terrain, mais le financement reste concentré sur les Forces de l'ordre plutôt que sur l'intervention proactive.

Les acteurs non étatiques, notamment les organisations de la société civile et les médias, contribuent à la prévention de la criminalité et à la sensibilisation du public. Le Canada est généralement considéré comme un pays où la liberté de la presse est forte, mais la couverture des questions autochtones et des conflits fonciers reste un défi. Aucune attaque directe contre des journalistes par des groupes criminels organisés n'a été signalée, mais des préoccupations persistent quant à l'accès à l'information. Les ONG jouent un rôle essentiel dans la lutte contre la traite des personnes, la prévention et la lutte contre la traite de l'usage de stupéfiants et la réinsertion des délinquants dans la communauté, mais les contraintes financières limitent leur efficacité.

---

*Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.*